



DÉLIBÉRATIONS

Le 21 juin 2024 à 14h39 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI,
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Elisabeth ALAZARD, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 14 juin 2024



9 CANDIDATURE PRIX TERRITORIAUX LA GAZETTE - GMF - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires Assurances (G.M.F.), associée à la Gazette des Communes, a créé en 2000 les Prix Territoriaux La Gazette - GMF qui récompensent des initiatives menées collectivement au sein d'établissements de la Fonction Publique Territoriale afin de favoriser le lien entre le service public et les citoyens, pour un service public local encore plus efficace.

Depuis plus de vingt ans, les prix territoriaux honorent les projets les plus innovants mis en place par les équipes des collectivités locales en vue d'améliorer le service public, afin de valoriser le travail quotidien des agents et de permettre à de telles initiatives d'essaimer.

DÉLIBÉRATIONS

Les projets auprès des personnes sans domicile développés par le C.C.A.S. de Rouen :

Le public en errance est, par définition, difficile à saisir. Sans résidence, il est d'une extrême mobilité ou éprouve des réticences parfois à fréquenter les structures sociales. De plus, les personnes sont souvent en perte de repères spatio-temporels, peuvent souffrir de troubles psychiatriques et/ou d'addictions.

Depuis une vingtaine d'années, le C.C.A.S. de Rouen œuvre autour d'actions innovantes en direction des personnes sans domicile. Peu à peu, son intervention s'est structurée en développant un réseau partenarial dynamique et en repensant ses approches entre l'accueil et l'aller-vers les publics.

La participation aux prix territoriaux représente une occasion de mettre en valeur ces initiatives sur le Salon des maires, lors de cérémonies régionales, dans La Gazette des communes et sur les réseaux sociaux.

Le règlement est annexé au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à se prononcer sur l'opportunité de candidater auprès des Prix Territoriaux de La Gazette - GMF et à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S ou son représentant à déposer le dossier de candidature.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L115-1 et L123-5,

VU la Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU le règlement des prix territoriaux de la Gazette – GMF édition 2024,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. pour l'inclusion sociale des publics les plus démunis,

CONSIDÉRANT l'opportunité pour le C.C.A.S. de candidater aux prix territoriaux de la Gazette - GMF,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à déposer le dossier de candidature auprès de La Gazette - GMF.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.